

La République démocratique du Congo : de la fin de règne au règne sans fin ?



Kris BERWOUTS

Juillet 2016

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-601-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2016
Couverture : © a katz/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Kris Berwouts, « La République démocratique du Congo : de la fin de règne au règne sans fin ? », *Notes de l’Ifri*, juillet 2016.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Kris Berwouts a travaillé pendant 25 ans pour différentes ONG belges et internationales. Depuis 2012, il travaille comme expert indépendant et comme écrivain sur l'Afrique centrale. Cet article est alimenté par des recherches faites dans le cadre de consultances pour plusieurs partenaires multilatéraux et bilatéraux de la République démocratique du Congo.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION..... | 4 |
| UN PAYSAGE POLITIQUE EN ÉBULLITION | 5 |
| Une majorité en débandade depuis 2014..... | 5 |
| Une opposition en quête d'unité..... | 8 |
| La naissance du Front Citoyen 2016 | 10 |
| 2016 : UNE ANNÉE ÉLECTORALE SANS ÉLECTION | 12 |
| Processus électoral sans appropriation gouvernementale..... | 12 |
| Le gouvernement craint les masses populaires et les jeunes | 13 |
| Yebela – un ras-le-bol généralisé | 14 |
| Les acteurs institutionnels perdent leur autorité morale | 15 |
| Genèse d'un <i>leadership</i> local et atomisé ? | 16 |
| La mobilisation des jeunes | 18 |
| Qu'est-ce qui pourrait déclencher la violence ? | 18 |
| QUELS SCÉNARIOS ? | 20 |
| « Best case scenario » : une situation comparable à la fin de la transition ... | 20 |
| La situation actuelle : un scénario qui ressemble la fin de règne de Mobutu | 21 |
| « Worse case scenario » : scénario d'implosion sous la pression de la rue ... | 22 |

Introduction

Les élections historiques de 2006 ont clôturé une période particulièrement dramatique en République démocratique du Congo (RDC), avec deux guerres (1996-1997 et 1998-2002) ainsi qu'un processus de paix complexe. Ces élections ont été organisées par une commission électorale indépendante dirigée par l'abbé Apollinaire Malu Malu qui représentait la société civile. Joseph Kabila, président depuis l'assassinat de son père Laurent-Désiré en janvier 2001, a prêté serment le 6 décembre 2006 en tant que premier président élu de la Troisième République. Il venait de remporter les premières élections pluralistes libres, et relativement justes, depuis l'indépendance. À la fin de son premier mandat, des nouvelles élections ont été organisées en novembre 2011 mais cette fois-ci dans des conditions complètement différentes puisqu'elles furent entachées par de multiples irrégularités et les résultats ont été vivement contestés. Au lieu de consolider un processus démocratique fragile, elles ont conduit le pays à la limite de l'implosion. Le régime a alors déployé un contrôle total sur les forces de sécurité et sur la machine électorale, y compris sur la Commission électorale indépendante (CENI), dirigée par un conseiller de Kabila, le pasteur Mulunda Ngoy. Face à cela, l'opposition est apparue institutionnellement et stratégiquement fragile et très divisée. La révision de la Constitution en janvier 2011 a réduit encore davantage le poids de l'opposition. Les élections de 2011 n'ont ainsi apporté aucune valeur ajoutée au processus de construction démocratique et n'ont nullement contribué au retour à un climat politique stable.

Selon la Constitution, le second mandat de Joseph Kabila doit prendre fin en novembre 2016, date prévue de la prochaine élection présidentielle, et le président en exercice ne peut se représenter pour un nouveau mandat. Si les plans et ambitions du président Joseph Kabila ne sont pas clairs, il semble évident qu'il n'entend pas céder le pouvoir dans les délais impartis par la Constitution. Depuis 2014, la vie politique du pays est suspendue à cette incertitude électorale. Nous tenterons de dresser un panorama de la situation politique actuelle en République démocratique du Congo et d'identifier différents scénarios d'évolution possibles.

Un paysage politique en ébullition

Au cours des deux dernières années, le gouvernement a tenté à plusieurs reprises de créer les conditions pour prolonger le mandat du président Joseph Kabila au-delà de sa limite constitutionnelle. En septembre 2014, le Président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a notamment essayé de faire adopter par le Parlement une révision de la Constitution, mais il n'a pas pu mobiliser la majorité nécessaire. Quelques mois plus tard, en janvier 2015, le gouvernement a fait une deuxième tentative, mais il n'a pas réussi à faire adopter une nouvelle loi électorale qui aurait retardé les élections de plusieurs années. La proposition de loi a été retirée de l'ordre du jour du Parlement après trois jours d'émeutes à Kinshasa et à Goma, où 40 personnes ont perdu la vie, selon Human Rights Watch¹. Le fait que le gouvernement n'ait pas réussi à imposer cette loi au Parlement a été interprété aussi bien par les cercles politiques que par la population comme un signe de la vulnérabilité politique de Joseph Kabila.

Depuis lors, la stratégie qui semble être privilégiée est celle du « glissement », c'est-à-dire la tentative de prolonger le mandat du président au-delà du délai constitutionnel, en retardant l'organisation des élections pour des motifs financiers ou techniques. Le processus électoral a accumulé différents retards et il semble aujourd'hui quasi-impossible que des élections crédibles soient organisées en 2016.

Une majorité en débandade depuis 2014

La tentative du camp Kabila d'imposer au Parlement une modification constitutionnelle en septembre 2014 a fait émerger des voix critiques au sein de la majorité. Dans une première phase, c'est le Mouvement Social du Renouveau (MSR) de Pierre Lumbi qui était le plus clair dans son rejet de toute tentative de prolongation du régime de Kabila. Vers la fin de l'année 2014, Moïse Katumbi, gouverneur du Katanga et membre de la Majorité présidentielle, commençait à être cité comme challenger potentiel du président Kabila. Depuis les élections de 2006, Moïse Katumbi était une personnalité importante dans le PPRD mais sa relation avec le président

1. Source : www.hrw.org.

n'a jamais été cordiale. Quand il est rentré à Lubumbashi le 23 décembre 2014, après plusieurs mois d'absence pour raison de santé, certains de ses actes et de ses prises de position² semblaient indiquer qu'il ne soutiendrait pas un éventuel troisième mandat de Kabila, et qu'il se préparait lui-même à une candidature présidentielle.

Le 8 décembre 2014, Kabila avait réussi à mettre en place le gouvernement de cohésion nationale qu'il avait annoncé depuis octobre 2013 à l'issue des concertations nationales. Le fait que cela ait pris beaucoup de temps pour former ce gouvernement semblait indiquer que Kabila était politiquement affaibli et qu'il avait des difficultés à gérer les délicats équilibres au sein de sa majorité. Le gouvernement technocratique du Premier ministre Augustin Matata Ponyo, nommé après les élections de 2011, était remanié, mais Matata Ponyo était reconduit à sa tête. Le retour d'Evariste Boshab au gouvernement, comme vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur et de la sécurité, comptait parmi les changements les plus notables. Le gouvernement Matata II comprenait aussi quelques représentants de l'opposition, notamment le secrétaire-général du Mouvement de Libération Congolais (MLC), Thomas Luhaka, qui fut nommé vice-Premier ministre et ministre des Postes et Télécommunications.

En mars 2015, la démarche de Pierre Lumbi pour ouvrir le débat au sein de la majorité se cristallise par la signature d'une lettre adressée au chef de l'État signée par sept leaders de partis politiques : Pierre Lumbi pour le MSR ; Olivier Kamitatu pour l'ARC ; Mwando Simba pour UNADEF ; José Endundu pour le PDC ; Kyungu wa Kumwanza pour l'UNAFEC ; Christophe Lutundula pour le MSDD et Danny Banza pour ARCO. Avec la lettre du 5 mars, les sept partis politiques (que l'on commence alors à nommer le G7) sollicitent un débat interne au sein de la Majorité présidentielle pour clarifier un certain nombre de questions sur la situation politique. La lettre se focalisait en particulier sur trois éléments : (1) les signataires demandaient au président de communiquer clairement sur les perspectives d'avenir à l'approche des échéances de 2016 ; (2) ils exprimaient leurs doutes et craintes sur le calendrier des élections locales et (3) sur le découpage électoral. Le président a convoqué les signataires de la lettre un par un, et plus tard s'est tenue une réunion à Kingakati où Kabila s'est fait représenter par le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, mais aucune réponse claire n'a été apportée.

2. Source : <http://lubumbashiinfos.mondoblog.org>.

Plusieurs choses sont à noter :

- ▀ Aucun leader de ce groupe ne semblait considérer qu'il était bien placé pour la présidence.
- ▀ Ils voulaient tout d'abord susciter un débat ouvert au sein de la majorité, mais au même moment ils se sont aperçus qu'ils avaient un potentiel pour redessiner le paysage politique en invitant d'autres acteurs politiques à rejoindre leur démarche.
- ▀ Même s'il n'y a pas eu un contact formel avec Moïse Katumbi, les leaders du G7 semblaient le considérer comme l'homme qui incarnerait leur initiative.
- ▀ Les leaders du G7 se sont rendu compte qu'ils devaient formuler rapidement une vision, un projet de société et un programme, et qu'ils devaient (si le calendrier électoral se confirmait) rapidement entrer en campagne.

Par ailleurs, à l'intérieur du PPRD, il existe beaucoup d'amertume et de frustration. Le parti ne présente pas le cadre institutionnel d'un parti classique. Un des pionniers du parti, préférant garder l'anonymat, décrivait ainsi la situation en avril 2015 : « Le PPRD n'est pas un parti mais une salle d'attente pour la répartition des postes. » Plusieurs membres éminents du parti se posent la question de quitter le PPRD pour adhérer à une autre dynamique. Entre juin 2014 et avril 2015, le président semble avoir échoué à créer un contexte favorable à un troisième mandat à travers une révision de la Constitution ou par un référendum. Les émeutes du 19 au 21 janvier 2015 à Kinshasa et ailleurs dans les provinces ont démontré que la population était très sensible et vigilante concernant des scénarios de prolongation de la durée du mandat présidentiel. Aujourd'hui, les personnalités clés dans le camp Kabila sont Evariste Boshab, Aubin Minaku et Augustin Matata Ponyo, ainsi que le chef de l'Agence nationale des renseignements (ANR), Kalev Mutond, dont l'influence s'est rapidement étendue. Les relations personnelles et politiques à l'intérieur de ce groupe sont très mauvaises.

Le PALU, partenaire de la coalition de Kabila depuis 2006, reste un parti qui compte. Contrairement à beaucoup d'autres partis, le PALU possède une assise au sein de la population et une capacité de mobilisation réelle. L'alliance avec Kabila n'est pas basée sur des convictions politiques mais sur un opportunisme électoral. Le PALU n'est pas un partenaire « acquis » à Kabila au-delà de 2016 car la base pousse le parti à rompre avec le président. Mais le parti se définit toujours comme un parti de gauche et se voit mal coopérer avec des personnalités considérées comme ultralibérales et capitalistes comme Olivier Kamitatu et Moïse Katumbi.

Mi-2015, Kabila voulait convoquer les acteurs politiques pour un dialogue national. Le scénario semblait très clair : constater que les élections ne pouvaient pas se tenir à temps, mettre en place une transition de trois ans, présidée par lui-même, changer la Constitution et organiser en 2019 les premières élections de la Quatrième République (ce qui mettrait le compteur des mandats à zéro). Le dialogue a été rejeté par les principaux partis d'oppositions. Autour de Kabila, on commence à penser que l'opposition, malgré son discours, n'est pas intéressée par la tenue des élections. Elle est trop divisée, elle n'a pas de message clair et surtout elle n'a pas l'argent pour se lancer dans une campagne convaincante. Pour la majorité, l'opposition veut surtout provoquer un scénario à la Blaise Compaoré, c'est à dire une révolte qui chasserait Kabila du pouvoir avant la fin de son deuxième mandat pour organiser les élections sans lui.

Une opposition en quête d'unité

L'opposition politique a été très divisée et presque inaudible depuis les élections de 2011. Le principal opposant de l'époque, Étienne Tshisekedi, s'est exclu du débat politique en campant sur sa position de président élu autoproclamé et chef d'État légitime. Les concertations nationales de septembre et octobre 2013 ont scindé l'opposition en deux grands groupes : « l'Opposition républicaine », dirigée par le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, qui a participé aux concertations et aux négociations relatives à la formation d'un gouvernement de cohésion nationale ; et une opposition plus radicale avec un regroupement de partis et de politiciens restés en dehors des concertations considérées comme des congrès de la Majorité présidentielle existante. Les leaders les plus visibles de ce deuxième groupe sont Vital Kamerhe (UNC), Ève Bazaïba (MLC) et Martin Fayulu (Ecode) et l'UDPS.

L'UDPS va de mal en pis depuis 2015. Le parti souffre toujours de l'absence et du silence de son leader historique, Étienne Tshisekedi, parti se soigner en Belgique depuis septembre 2014 et qui ne communique que très peu avec les structures du parti. Il y a une lutte de succession au sein du parti, au cours de laquelle la famille Tshisekedi essaye d'introniser Félix Tshisekedi comme dauphin. Le débat interne à l'UDPS se passe informellement car les structures de décision formelles sont entièrement paralysées par l'absence d'Étienne Tshisekedi. À la mi-2015, le régime a essayé, à travers Kalev Mutond, de convaincre Étienne Tshisekedi de participer au dialogue proposé par Kabila. Les changements de position de Tshisekedi sur cette question (un refus après une acceptation initiale) n'ont pas seulement désorienté le régime, ils ont aussi été perçus comme confus par une partie importante de son électorat.

Le MLC de Jean-Pierre Bemba a été divisé en raison de la participation de son secrétaire-général, Thomas Luhaka, et deux autres hauts cadres du parti, au gouvernement de cohésion nationale constitué en décembre 2014. Jean-Pierre Bemba les a désavoués depuis sa cellule de la CPI. Le camp Luhaka a été soutenu par le collège des fondateurs du parti et par d'autres organes officiels, mais la scission formelle était inévitable et s'est officialisée par l'enregistrement du MLC/Libéral, qui représente la ligne de Luhaka.

L'UNC de Vital Kamerhe semblait avoir moins de difficultés à garder sa cohésion interne malgré le départ du porte-parole du groupe parlementaire, Justin Bitakwira. Une fraction du parti plaidait en 2015 auprès de Kamerhe afin de considérer l'unification de l'opposition comme priorité absolue. D'autres cadres du parti trouvaient cependant qu'il était plus important de nouer des alliances avec d'autres plateformes du paysage politique (et notamment le G7).

Après l'installation du gouvernement de cohésion nationale, l'Opposition républicaine (OR) de Kengo wa Dondo n'avait plus beaucoup de raisons d'être. L'OR était avant tout un instrument pour participer aux concertations nationales, pour y peser et pour se positionner dans les négociations sur la formation du gouvernement. Kengo wa Dondo avait rallié à sa cause de nombreux opposants dits modérés qui n'avaient ni base politique réelle sur laquelle fonder une véritable force, ni une vision commune clairement définie.

En 2015, Moïse Katumbi s'est imposé comme l'étoile montante de la classe politique congolaise, avec l'ambition d'incarner l'alternance réclamée par une large partie de la population et des acteurs politiques. Il dispose d'une aura en raison notamment de sa réussite dans les affaires et le football. En tant que gouverneur du Katanga, il a réalisé des changements positifs et suscité de nouvelles dynamiques dans la province. Il a par ailleurs une réputation de gestionnaire et l'argent nécessaire pour mener une campagne d'envergure. Autant d'atouts qui pourraient alimenter ses ambitions politiques. Cependant, il rencontre un certain nombre d'obstacles, notamment en raison des soupçons qui pèsent sur son passé dans le domaine des affaires. Il est difficile d'acquérir des richesses aussi rapidement sans que la transparence et la légalité de leurs origines soient mises en doute. Des questions demeurent également quant à ses capacités intellectuelles et au niveau de son analyse politique. Il a aussi des ennemis au Katanga, notamment parmi d'autres hommes d'affaires, qui lui reprochent d'utiliser sa position politique pour étendre son empire économique.

La naissance du Front Citoyen 2016

Depuis 2011, il y a eu différentes tentatives d'unifier l'opposition, ou au moins de créer un cadre opérationnel d'action commune, mais ces tentatives n'ont jamais eu beaucoup d'impact ou de durabilité. Aujourd'hui, une opposition unifiée autour d'une candidature unique semble possible. Mais le parcours pour y arriver risque d'être long et sinueux. Il est par exemple difficile d'imaginer qu'Étienne Tshisekedi, si sa situation médicale lui permet d'entrer dans l'arène électorale, accepte de se ranger derrière un autre candidat ou soit capable de mobiliser l'ensemble de l'opposition. Moïse Katumbi semble se considérer comme la personne la mieux placée pour être l'ultime challenger de Kabila ou son dauphin éventuel. Il a perdu un peu de sa popularité depuis fin 2015 mais il reste très apprécié au Katanga et a une marge de progression importante à Kinshasa et ailleurs.

Le G7 maintient la cohérence entre les sept partis fondateurs, mais chaque parti est soumis à des pressions du régime qui tente de créer des dissensions entre les différents courants de ces partis. Il y a eu notamment un grand déploiement de moyens pour scinder le MSR de cette façon, qui était auparavant le deuxième parti de la majorité.

En décembre 2015, une nouvelle entité est née en RDC, le Front citoyen 2016, composé de différents partis et leaders d'opposition (notamment Vital Kamerhe, Moïse Katumbi, Felix Tshisekedi, Martin Fayulu), des organisations de la société civile (comme la Voix des Sans Voix et Asadho), des mouvements citoyens (comme Lucha et Filimbi³) voulant mettre leurs forces et leurs moyens en commun pour s'opposer à un troisième mandat de Joseph Kabila et éviter tout glissement du calendrier électoral. Le coordinateur de cette plateforme est Floribert Anzuluni de Filimbi (basé à Bruxelles), Jean-Claude Katende, président de l'ONG Asadho, en est le porte-parole.

Il semble peu probable que l'opposition soit capable de surmonter les divergences de point de vue et les divisions internes. Dans les déclarations publiques ainsi qu'au cours de conversations confidentielles auxquelles a participé l'auteur, de nombreuses indications témoignent du problème d'ego des différents leaders d'opposition. Le Front Citoyen 2016 est une plateforme de mobilisation qui incarne la volonté d'adopter une approche commune entre toutes les forces du camp pro-alternance. Toutefois, les décisions stratégiques restent dévolues aux différents groupes politiques. Les réunions en RDC et en Europe ne déboucheront sans doute pas à court

3. Voir à ce sujet H. Bangré, « La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse », *Notes de l'Ifri*, mai 2016.

terme sur une structure harmonisée. Elles ne sont pas sans importance, mais elles ne sont pas décisives et font partie d'un jeu plus large de repositionnements politiques, dont l'impact pourra seulement être évalué à moyen terme.

2016 : une année électorale sans élection

Processus électoral sans appropriation gouvernementale

L'abbé Malumalu était l'une des personnes clés dans le processus politique congolais depuis la transition. Il avait notamment contribué à l'organisation des élections de 2006. Après l'échec de 2011 sous la présidence de Mulunda Ngoy, Malumalu était revenu comme président de la Ceni en 2013. Il était considéré par beaucoup d'observateurs internationaux comme l'un des très rares individus en RDC possédant la maîtrise technique, les compétences organisationnelles et la stature politique pour conduire un processus électoral. Il avait notamment lancé l'École de formation électorale en Afrique centrale (EFEAC). Au fil des années, Malumalu avait cependant perdu son aura d'indépendance, son statut de représentant de la société civile et il était considéré, peu avant sa mort, comme loyal à Kabila. Mais sa loyauté avait des limites : il avait une réputation internationale à défendre, basée sur la crédibilité des élections de 2006. En privé, il avait confirmé à plusieurs reprises qu'il ne franchirait pas la ligne rouge, c'est-à-dire se faire le complice d'une révision constitutionnelle qui permettrait à Kabila d'exercer un nouveau mandat. En novembre 2015, il fut remplacé par Corneille Nangaa, son collaborateur dans la CEI historique de 2003-2006. Jusqu'à aujourd'hui, un combat se profile entre la CENI et le Premier ministre Matata Ponyo pour le contrôle du processus électoral. Matata Ponyo a remis en question le budget avancé par la CENI. Ceci conduit la CENI au-devant de grandes difficultés car le Premier ministre limite la mise à disposition des fonds. Ce manque d'appropriation du gouvernement congolais de son propre processus électoral peut sans doute être considéré comme un boycott passif.

Les partenaires clés au sein de la communauté internationale sont très réticents à appuyer le processus électoral avec un soutien financier aussi conséquent qu'en 2006. À l'heure actuelle, il est très improbable que la communauté internationale arrive à mobiliser un financement pour les élections à la hauteur des attentes du gouvernement congolais. Les partenaires internationaux exigeront des preuves d'appropriation (et en pratique : de décaissement effectif) de la part du gouvernement. Sans

participation financière importante des partenaires internationaux pour l'organisation des élections, les élections n'auront pas lieu. On se trouve ainsi dans un cercle vicieux : la communauté internationale ne donnera pas de l'argent sans implication financière du gouvernement congolais, qui quant à lui ne participera pas à cause de son manque de volonté politique.

Corneille Nangaa, malgré le fait qu'il ait été contesté dès le départ par l'Église catholique, a une bonne réputation de technicien. Il connaît bien les questions électorales, il n'a cependant pas la personnalité charismatique de Malumalu pour mener une tâche complexe et pour faire face aux différentes pressions politiques.

Le gouvernement craint les masses populaires et les jeunes

L'opinion publique congolaise semble se sentir déconnectée de la scène politique. Les hommes politiques sont considérés comme des individus usant de la politique comme un moyen de créer des opportunités pour leur famille, leur clan, leur ethnie, leur région. Il y a très peu de distinction entre les politiciens de la majorité et de l'opposition.

Le fait que la population ne croit pas que ses conditions de vie ou ses perspectives d'avenir se soient améliorées sous la Troisième République continue de générer frustration et colère. La population congolaise semble avoir cessé de croire que les élections puissent être un instrument pour le changement ou l'amélioration de la situation. La possibilité de mobilisations spontanées exprimant colère et frustration à Kinshasa ou ailleurs en RDC n'est pas exclue. Depuis les émeutes de janvier 2015, la population urbaine a montré sa capacité de mobilisation et pourrait avoir un impact décisif dans le processus électoral, non seulement en tant qu'électorat, mais aussi comme une entité qui peut se soulever contre un régime par lequel elle ne se sent pas représentée. Il est difficile de prévoir si, comment et quand elle va déployer sa violence potentielle. Les acteurs institutionnels (majorité, opposition, société civile...) comprennent qu'ils n'ont plus la capacité de gérer, diriger ou canaliser la colère de la population.

En janvier 2015, personne ne s'attendait à des mobilisations violentes sur la question de la loi électorale. De plus, les manifestations ne semblaient suivre que très partiellement les mots d'ordre de l'opposition. Les manifestations ont montré que la population était non seulement très contestataire du régime actuel, mais qu'elle est aussi globalement déconnectée de l'ensemble de la classe politique.

Début 2016, deux événements majeurs ont très clairement illustré à quelle vitesse des masses peuvent se mobiliser, et à quelle vitesse ces rassemblements peuvent prendre un caractère explicitement anti-Kabila. Le premier événement a été la disparition de Marie Misamu, la célèbre chanteuse de musique chrétienne, qui est morte subitement d'une crise cardiaque en janvier 2016, à l'âge de 40 ans. La nouvelle s'est propagée rapidement dans les différentes parties de Kinshasa et des milliers de personnes se sont rassemblées dans la rue. Le deuxième événement a été l'explosion de joie publique suite à la victoire de la RDC dans le Championnat d'Afrique des Nations à Kigali. Le 7 février, après la finale, la victoire a été célébrée avec un mélange particulier de joie et de colère explicite avec des slogans anti-Kabila et le chant « Yebela », une chanson qui se traduit ainsi : « Fais attention, tout a un début et une fin, très bientôt ton mandat sera terminé. »

Le régime se prépare à l'éventualité des manifestations de rue. Des caméras de surveillance ont été installées dans les endroits stratégiques des villes. Des nouveaux chars anti-émeutes et d'autres équipements non létaux ont été achetés, le personnel des services de sécurité est préparé à anticiper une éventuelle explosion de violence. Il existe également de nombreuses indications montrant que le régime recrute des jeunes et forme des gangs pour intimider les opposants au régime ou pour infiltrer les rassemblements.

Yebela – un ras-le-bol généralisé

En mars 2016, l'auteur a été chargé de mettre sur pied une équipe de recherche visant à étudier comment les citoyens considèrent le processus électoral, quelles sont leurs incertitudes, et comment ils envisagent l'avenir proche. Trente personnes occupant des postes clés dans le paysage politique ont été interrogées et douze discussions de groupes ont été organisées. Nous avons mobilisé les organisations de la jeunesse universitaire et non-scolarisée, les pratiquants d'arts martiaux et d'autres membres de clubs sportifs, des prêtres militants et militants chrétiens, les groupes de jeunesse des partis politiques, des autorités religieuses officielles, les porte-paroles officiels de la société civile, du PPRD, les partis d'opposition, le front Citoyen 2016, etc. En échangeant avec cette diversité de personnes et de structures, il est apparu clairement qu'il existe un sentiment commun de frustration et de colère. L'élément le plus important de ce ressenti est la condition socio-économique dans laquelle vit la population. Les gens ont des difficultés à se nourrir et à nourrir leurs familles. Le chômage est généralisé, non seulement pour les ouvriers non-qualifiés, mais aussi pour les jeunes diplômés et les intellectuels. Un

logement décent est difficile à trouver et les loyers sont souvent inabordables. Les soins de santé et l'éducation sont inaccessibles et les insuffisances dans l'approvisionnement en eau et en électricité restent une source de grande frustration.

Presque toutes les personnes interrogées attribuent la responsabilité principale de leur pauvreté au régime actuel. Pour eux, les réalisations du processus de démocratisation sont inexistantes, et rien n'a fondamentalement changé dans la façon dont le pays est gouverné depuis la mort de Mobutu. Le discours est très violent et une majorité notable de nos interlocuteurs était convaincue que, à l'heure actuelle, la violence est devenue inévitable pour sortir de la crise politique. Nous observons que la frustration et la colère de la population s'étendent également aux citoyens swahiliphones de Kinshasa, pourtant partisans présumés du régime et que la communauté internationale est une cible de violence potentielle. Certains groupes ont des raisons spécifiques d'être frustrés, et ont un impact particulier sur le sentiment général de frustration et de colère. C'est le cas notamment de ceux qui ont été récemment expulsés d'Angola et du Congo-Brazzaville et qui sont laissés sans soutien du gouvernement ; la jeunesse en général et les étudiants en particulier ; les personnes qui travaillent en bas de l'échelle sociale ; les *shegue* (enfants de la rue) ; etc. Une action de protestation venant d'un de ces groupes pourrait être suivie par des couches plus larges de la population, et dans d'autres parties de la ville.

Les acteurs institutionnels perdent leur autorité morale

Le rejet massif de Kabila et de son régime ne signifie pas que la population congolaise, du moins dans la capitale, soutient inconditionnellement l'opposition. Il est difficile d'estimer le niveau de soutien dont bénéficie l'opposition dans la capitale. Tshisekedi a très mal capitalisé sur les dernières élections en refusant d'incarner le rôle de chef de l'opposition. Son parti est très divisé, et même ses disciples les plus dévoués ont des difficultés à comprendre son point de vue sur certaines questions essentielles. Jean-Pierre Bemba ne reviendra pas sur la scène politique à court terme, et son parti s'est officiellement scindé en 2015. Les politiciens qui ont quitté la majorité, comme les membres des partis du G7, Moïse Katumbi et, dans une moindre mesure, Vital Kamerhe, auront des difficultés à convaincre l'opinion publique à Kinshasa qu'ils sont une véritable alternative au régime actuel, compte tenu du fait qu'ils ont été une composante essentielle de celui-ci.

La société civile était une force en croissance rapide au début des années 90, mais elle a perdu sa capacité à mobiliser et à inspirer les masses depuis quelques années. Ceci repose sur le fait que les organisations de la société civile sont devenues un excellent moyen de recueillir des fonds, puis un tremplin pour accéder aux fonctions politiques. Cela a attiré un nouveau genre de leaders, beaucoup moins militants et bien plus opportunistes. Leurs institutions nationales manquent de cohésion et de légitimité et les connexions avec la base se sont progressivement érodées.

Les Églises sont quant à elles perçues avec un regard très critique. La plupart des Congolais sont très religieux et il existe une vie spirituelle intense autour des églises locales, mais les directions nationales des églises protestantes et kimbanguistes ainsi que de la communauté islamique ne sont pas suivies par leurs propres croyants, parce qu'elles sont soupçonnées de promouvoir le *statu quo*. Le cas de l'Église catholique est différent. Beaucoup de croyants estiment qu'elle va jouer un rôle de premier plan dans les événements à venir. Des événements récents (survenus autour de la marche du 16 février par exemple) ont clairement indiqué que la Conférence épiscopale nationale est stratégiquement divisée sur la position à adopter, mais il est évident que l'Église pourrait être une force très importante contre le non-respect de la Constitution, à condition qu'elle puisse régler ses ambiguïtés actuelles.

Genèse d'un *leadership* local et atomisé ?

Le fait que les acteurs institutionnels perdent leur emprise sur l'opinion publique ne signifie pas que les gens ne s'organisent pas. Dans un contexte où les acteurs institutionnels perdent leur crédibilité aux yeux de la communauté, les gens cherchent à construire des nouvelles formes et structures, et de nouveaux types de *leadership*. Aujourd'hui, l'expression populaire dans la banlieue de Kinshasa est « l'auto-prise en charge par la population ». Dans de nombreux domaines de la vie quotidienne, des groupes essaient de s'organiser et de ne pas dépendre des personnes ou des institutions extérieures au groupe, au quartier, etc. Le *leadership* qui se dégagera de cette dynamique sera forcément local et atomisé.

Beaucoup d'initiatives et d'activités prennent place localement, autour des paroisses, de projets sociaux locaux, du milieu sportif ou des mouvements de jeunes etc. Un cas particulièrement intéressant est le club de football La Renaissance, fondé par les fans qui ont décidé de quitter le club de Imana / Daring Club Motema Pembe (DCMP). Son président est le Pasteur Mokuna. Le caractère unique du club réside dans le fait qu'il mobilise la plus grande partie de son financement par des contributions

directes des fans. Ce fait a été mentionné plusieurs fois dans les discussions que nous avons eues : « C'est notre équipe parce que nous, tous ensemble, mettons l'argent sur la table pour qu'elle joue. »

Un autre exemple est Lucha, un groupe de jeunes basés à Goma, qui se définit comme un mouvement et non une organisation, et encore moins une ONG : « Nous n'avons pas besoin de statut ou d'un conseil d'administration. Nous ne tenterons pas de nous faire officiellement enregistrer. Nos actions coûtent de l'argent, mais nous ne sommes pas à la recherche de bailleurs de fonds. Nous essayons de mobiliser les fonds nécessaires en grattant les derniers francs de nos poches » déclare l'un d'entre eux⁴. Lucha place la bonne gouvernance et la transparence au centre de ses actions. Ils encouragent les citoyens à remettre en question les autorités en matière de prestation de services : « Pourquoi n'avons-nous pas d'eau dans cette ville ? » ; « Qu'est-il arrivé aux routes que vous avez commencé à construire il y a longtemps, mais jamais terminées ? » sont des exemples de leurs questionnements. L'objectif est de sensibiliser la population sur les droits et obligations de toutes les parties impliquées dans une démocratie effective. Actuellement, leurs dépenses se multiplient à cause des frais médicaux, juridiques et de subsistance de leurs militants emprisonnés. Ils ont ainsi développé un système de *crowd funding* en ligne. Beaucoup d'autres clubs sportifs, de mouvements étudiants, ou encore des organisations autour de projets sociaux, fonctionnent de cette manière, parfois soutenus par les églises locales, par exemple en demandant aux croyants de contribuer pendant les services religieux. Grâce à de tels exemples, dans différents secteurs de la société, un nouveau *leadership* pourrait émerger à travers des actions constructives menées par des bénévoles qui se réunissent pour discuter de l'état du quartier, et pour définir et entreprendre des actions positives. Mais ce *leadership* serait évidemment très atomisé. Une question importante est de savoir dans quelle mesure un nouveau *leadership* qui émergerait localement aurait assez de structures, de légitimité et d'autorité morale pour donner une orientation non-violente dans le cas où des émeutes massives dégénéreraient.

Certaines personnes que nous avons rencontrées dans le milieu des groupes d'action et de réflexion chrétiens (comme le groupe Amos), réfléchissent à d'autres formes d'action – différentes des marches et des manifestations – afin d'éviter le risque que les choses deviennent hors de contrôle. L'une des possibilités serait de faire pression sur le gouvernement

4. Source : <http://afrikarabia.com>.

à travers le boycott par les consommateurs des grandes entreprises comme Vodacom et Bralima.

La mobilisation des jeunes

Cette étude s'appuie sur de nombreuses discussions que nous avons eues avec des jeunes de différents horizons dans les communes et quartiers populaires de Kinshasa en mars 2016. La volonté de changement est en partie liée à un conflit de génération. Les jeunes ont un poids démographique très important mais ils craignent leur marginalisation durant les élections.

En mars 2015, un réseau national a été constitué sous le nom de Filimbi. Tous les participants ont été arrêtés par l'ANR. Deux d'entre eux sont toujours en prison, et de nombreux militants ont été arrêtés et emprisonnés à Goma. Six jeunes militants ont été arrêtés le 16 février (entre-temps condamné à six mois) et 18 autres le 15 mars 2016, l'anniversaire des arrestations à Kinshasa. Ces 18 jeunes ont été libérés le 19 mars.

Nous avons interviewé des gens de Lucha et de Filimbi et de nombreux groupes informels, avec des objectifs et un rayon d'action géographique très divers. Quelques conclusions s'imposent : Lucha a ses origines à Goma, mais le mouvement a maintenant une assise au sein de 11 autres villes, dont Kinshasa. Filimbi, qui privilégie l'action sur les réseaux sociaux, est quasi inexistant sur le terrain. Les différents mouvements de jeunes, y compris les ligues de jeunesse des différents partis politiques cherchent des opportunités pour se rencontrer et se mettre en réseau. Les universités semblent être le carrefour idéal où des jeunes activistes se rencontrent pour échanger et réfléchir sur des stratégies communes. Nous avons trouvé remarquable que plusieurs groupes de jeunes non qualifiés et non scolarisés utilisent les universités comme référence. Quand nous demandons : « Quand allez-vous déployer les actions que vous êtes en train de planifier ? », ils répondent : « Nous allons observer les universitaires. Quand ils iront dans les rues, nous suivrons. »

Qu'est-ce qui pourrait déclencher la violence ?

Depuis les manifestations violentes de janvier 2015, la population congolaise est consciente de sa puissance, et du fait que le régime de Kabila est lucide sur le fait qu'il ne sera pas en mesure de contrôler les masses. Tous les participants rencontrés prennent un scénario d'explosion de la

violence très au sérieux. Cependant, certains croient que la violence peut être évitée grâce à une action constructive et un *leadership* responsable, ou tout au moins canalisée dans une direction moins destructrice.

La possibilité qu'une manifestation massive se transforme en violence de masse sera plus élevée lors des événements et dates-clés du processus électoral. Le président Kabila est considéré comme légitime jusqu'au 19 décembre. La plupart de nos interlocuteurs voient le 19 et le 20 décembre comme cruciaux. Si son successeur n'a pas prêté serment après cette date, la situation dans la rue peut changer du jour au lendemain. La population est très sensible à tout retard. Bien qu'il puisse être techniquement impossible d'organiser des élections dans le délai constitutionnel, ceci est entièrement la faute du gouvernement aux yeux du public. D'autres dates potentiellement explosives sont celles du 27 novembre (le jour où les élections doivent avoir lieu) ou du 20 septembre (90 jours avant la fin du mandat). En outre, toute déclaration de Kabila, du gouvernement ou de la CENI révélant l'intention du président de rester pourra susciter de la violence.

Avant cela, tout rassemblement massif dans l'une des grandes villes de RDC qui se verrait confronté à un excès de répression par la police et/ou l'armée pourrait déclencher une vague de violence qui se propagerait rapidement. Idem pour les moments où les gens se rassemblent dans les rues pour protester, célébrer, pour un deuil, le sport, etc. Des manifestations non politiques peuvent aussi dégénérer. Une manifestation liée à une problématique socio-économique pourrait également provoquer une répression exagérée et déclencher une vague de violence plus large.

Un incident banal pourrait être suivi par un acte dramatique qui entraînerait une réaction massive et émotionnelle de la population, à l'image des événements précédant la Révolution tunisienne⁵. Toujours au cours de nos entretiens de mars 2016, nos interlocuteurs mobilisés dans les municipalités de Kinshasa nous disent : « Nous vivons dans une situation précaire, nous sommes soumis aux pires harcèlements, humiliations et à la violence de policiers et de soldats. Un jour, peut-être demain, la semaine prochaine ou plus tard, un incident assez banal peut prendre des proportions plus grandes. Nous allons nous mobiliser et très bientôt contaminer les autres parties de la ville avec notre protestation. Et ça sera la fin du régime. »

5. Mohamed Bouazizi, vendeur ambulancier, s'était immolé après avoir vu son matériel confisqué par la police, le 17 décembre 2010. Cet événement est à l'origine des émeutes qui conduisirent à chasser le président Ben Ali du pouvoir.

Quels scénarios ?

Aujourd'hui, il est devenu improbable que Kabila puisse imposer une révision de la Constitution ou une transition qui finira par créer les circonstances favorables à un nouveau mandat. S'il avait eu la capacité de l'imposer, il l'aurait fait depuis longtemps. Mais le glissement est devenu inévitable, et il sera nécessaire de décider de façon concertée comment le gérer. L'opposition dit que cela n'est pas un tabou, mais qu'il sera nécessaire que le gouvernement reconnaisse la responsabilité de ce retard électoral.

Quelqu'un qui a occupé une très haute fonction dans la Troisième République nous dit : « Les règles du jeu qui existent en Occident n'existent pas ici. Ceux qui sont au pouvoir veulent se maintenir, quelles que soient les règles du jeu. Et ceux qui ne sont pas au pouvoir veulent l'acquérir, quelles que soient les règles du jeu. Tant que ceci reste le cas, nous sommes condamnés à vivre avec des crises cycliques. » Quand nous demandons quel changement envisager, cette personne répond : « Disons que la crise va définir elle-même les contours du changement. »

Beaucoup d'événements peuvent se produire dans les prochains mois, mais trois scénarios sont à privilégier.

« Best case scenario » : une situation comparable à la fin de la transition

Dans le meilleur cas, la situation politique peut se développer vers une situation comparable à celle de la fin de la transition, qui avait mis fin à la guerre. Elle avait débuté le 1^{er} juillet 2003 et devait se terminer le 30 juin 2005. Finalement le président élu a prêté serment un an et demi plus tard. L'opinion publique congolaise avait accepté ce délai pour deux raisons principales : il y avait un large consensus politique pour continuer la transition pendant une brève période ; et il y avait un processus crédible. Aujourd'hui, un consensus politique est également possible, bien que ce ne soit pas facile à obtenir. Cependant, il ne peut pas y avoir de processus crédible lorsque l'État boycotte les élections. Pour que ce scénario se produise, il faudra mettre en place un processus qui permettra l'organisation d'élections libres et équitables dans un délai raisonnable, avec la garantie que Kabila ne briguera pas un nouveau mandat.

La mise en place d'un processus crédible devra commencer par trois étapes indispensables :

- ▀ L'organisation de l'opposition de façon efficace et convaincante à travers une approche commune et un programme politique.
- ▀ Une négociation avec Kabila pour le convaincre d'accepter l'alternance. Une alternance non-violente ne devrait pas se réaliser si elle n'est pas négociée dans le détail avec le chef d'État actuel.
- ▀ Si une approche commune et convaincante a été mise en place au sein de l'opposition et qu'une alternance a été négociée avec Kabila, il va falloir le « vendre » à l'opinion publique. La population devra adhérer aux solutions proposées pour arriver à un changement réel.

La situation actuelle : un scénario qui ressemble à la fin de règne de Mobutu

Si la classe politique congolaise n'arrive pas à mettre en place une procédure crédible, dans le meilleur des cas, rien de grave ne se passera. Le 19 décembre sera seulement suivi par quelques jours de troubles. Kabila restera au pouvoir, éventuellement après une certaine militarisation de son régime, mais on entrera dans une phase où toute forme de processus aura disparu. Dans les années 90, la Conférence Nationale Souveraine s'est terminée « en queue de poisson ». C'est également le cas aujourd'hui : chaque procédure entamée a été bloquée, techniquement ou politiquement, à tel point que personne ne sait plus quelle devrait être la prochaine étape. Le dialogue de Kabila est un bon exemple. En raison de sa mise en œuvre improvisée et non accompagnée de mesures de décentralisation, le résultat a été jusqu'ici un échec. Quand il n'y aura plus de processus, on ne saura plus quoi faire.

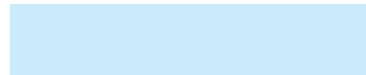
Entre-temps, les différents conflits locaux au Sud-Kivu au Nord-Kivu sont en train d'être réactivés. Les conséquences de la déroute du processus électoral au Burundi et la façon dont le Rwanda réagit ont augmenté aussi la possibilité d'une violence transfrontalière. Cette situation n'est pas si différente de celle que nous avons observée à la fin du régime de Mobutu.

« Worst-case scenario » : scénario d'implosion sous la pression de la rue

Le troisième scénario pourrait débuter avec des violences à grande échelle qui débuteraient dans l'une des grandes villes du pays (Kinshasa, Lubumbashi, Goma ou Bukavu) et qui pourraient déclencher une implosion rapide de l'État, et l'effondrement de ses institutions. Cela créerait une situation hautement imprévisible qui risquerait d'être destructrice en termes institutionnels, matériels et humains.

La confrontation entre protestation et répression pourrait non seulement dégénérer dans la violence, le chaos et l'anéantissement de tous les progrès accomplis depuis la fin de la guerre en 2003, mais, dans le pire des cas, elle pourrait même conduire le pays à une situation comparable à ce que la Somalie a connu il y a deux décennies. La suite nous a démontré que ceci ne laisse que des cendres sur lesquelles il est très difficile de bâtir.

Ces trois scénarios sont évidemment très schématiques et il existe d'innombrables variantes ou formes intermédiaires possibles. Cependant, le plus important aujourd'hui est que l'élite politique congolaise prenne ses responsabilités, construise un consensus pour une tenue d'élections crédibles dans un délai raisonnable, et qui mèneraient vers une alternance effective. Tout autre scénario implique un sérieux risque de chaos, de destruction et de violence.



ifri

institut français
des relations
internationales